

0-NOTE METHODOLOGIQUE

L'Enquête Communautaire 1997 (EC-97) a été menée conjointement avec la première Enquête Prioritaire auprès des Ménages (EPM-97) durant le dernier trimestre de 1997. Elle vise à collecter certains des renseignements de la méso-économie auprès des informateurs clefs de chaque localité d'enquête des ménages. Elle couvre plusieurs thèmes à savoir la santé, l'éducation, l'agriculture, la disponibilité des services et les priorités de développement des régions. La connaissance de ces informations pourraient améliorer l'orientation de la politique d'investissements publics aussi bien dans les faritany que par milieu (rural et urbain).

Le questionnaire a été rempli selon la méthode du 'focus group' auprès des informateurs clefs. Au total 274 localités ont été enquêtées dont 123 en milieu urbain et 151 en milieu rural.

L'organisation technique et financière de ce type d'enquête a été réalisée par l'équipe technique de la Direction des Statistiques des Ménages (DSM), sous la supervision du Directeur Général de l'INSTAT avec la participation active des 7 chefs de services régionaux de la statistique.

L'EC-97 a été financé par le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique (Projet PAIGEP), dans le sous volet « Suivi des conditions de vie des ménages » de l'INSTAT.

Voici un résumé des principaux résultats de l'enquête.

I- EDUCATION

Les renseignements sur l'éducation ont été collectés auprès de **1.047 informateurs** répartis entre les six *faritany*.

Le nombre d'écoles identifiées et le pourcentage d'écoles fonctionnelles :

Afin d'évaluer l'accès des enfants à l'éducation, on a dénombré les écoles primaires ayant accueilli ou susceptibles d'accueillir les enfants d'âge scolaire du *fokontany*. Pour tout le pays, on dénombre un échantillon de 517 établissements observés dont 50 % n'ont qu'une seule école identifiée. La même situation se rencontre principalement en zones rurales, avec un taux de 56%, contre 44% en milieu urbain.

Au moment de l'enquête, la proportion d'écoles non fonctionnelles d'un *faritany* à un autre varie de 3% à 12 % en milieu urbain et de 3% à 9% en milieu rural. La proportion importante se trouve à Tuléar pour tout milieu confondu.

Les raisons de non scolarisation et la déperdition scolaire :

En milieu urbain, et de manière presque uniforme pour les six *faritany*, la raison majeure de non scolarisation vient des difficultés financières qu'éprouve le ménage c'est-à-dire les ménages n'ont pas les moyens financiers pour acheter les fournitures scolaires et pour payer les frais de scolarisation.

Les parents des ménages ruraux ont tendance, à retirer de façon prématurée leurs enfants du système scolaire pour les faire travailler. Les proportions les plus élevées sont constatées dans les *faritany* d'Antananarivo et d'Antsiranana. Ensuite, la raison de non scolarisation invoquée par la plupart des ménages à Fianarantsoa et Toamasina est l'éloignement de l'école par rapport aux villages.

La déperdition scolaire est plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain.

II- SANTE

Les données sur la santé ont été obtenues auprès de **1.023 informateurs** répartis entre les six *faritany*.

La répartition des *fokontany* selon le nombre de lieux de consultation disponibles :

Le premier indicateur de l'accès aux infrastructures de santé est le nombre de lieux de consultation effectivement utilisés par les gens du *fokontany*. C'est en milieu rural que se trouvent les localités les plus mal nanties et où il n'y a qu'un seul lieu de consultation. Cette situation devrait nécessiter un redéploiement du personnel et des infrastructures de santé vers ces zones.

La distance des lieux de consultation :

La distance des lieux de consultation est un indicateur permettant d'apprécier les conditions d'accès des habitants du *fokontany* aux infrastructures de santé. Ainsi, de ce point de vue, les zones rurales sont souvent défavorisées. En effet, seulement 24% des lieux de consultations en milieu rural sont distants de moins d'un kilomètre. Pour les 47% suivants, elles varient entre 2 et 10 kilomètres. Pour les 29% restants, les gens doivent parcourir plus de dix kilomètres avant de trouver un lieu de consultation. Ce sont les milieux ruraux des *faritany* d'Antananarivo et de Toamasina qui comptent les moins grandes proportions de *fokontany* (moins de 20% des cas) où la distance est supérieure à 10 kilomètres. Ailleurs, cette proportion dépasse le tiers.

La disponibilité des médicaments :

En général les centres de soin en milieu rural éprouvent des difficultés à s'approvisionner en médicaments, ce qui rend leur utilisation moins efficace. En effet, seulement 38% des *fokontany* disposent de médicaments pendant toute l'année. Une grande majorité, 53%, en disposent rarement et 9% n'en disposent pratiquement jamais.

Les principales raisons de non consultation :

En général, la principale raison de non consultation est que les gens n'ont pas la possibilité de payer les frais médicaux. Ensuite, c'est parce qu'ils ne veulent pas acheter des médicaments à cause de leurs prix, ou parce qu'ils préfèrent utiliser des médicaments traditionnels. En milieu rural, l'autre raison supplémentaire invoquée est que le centre de soin est trop éloigné.

III-SAISONNALITE ET MOUVEMENT CONJONCTUREL

L'enquête communautaire a permis d'étudier le mouvement conjoncturel des comportements de production et de consommation des ménages malgaches. Elle donne aussi la possibilité de détecter les phénomènes de variation saisonnière au cours d'un cycle annuel de vie à Madagascar et présente l'avantage de fournir des repères aux décideurs dans leurs actions de planification et de développement régional.

Les périodes de surcharge de travail :

Au cours des 12 mois de l'année, le *faritany* de Toliary ne dispose pas de mois de l'année où la surcharge de travail n'est pas importante. La population est toujours submergée par le travail. A Toamasina, le mois de Juillet est une période de léger recul des activités contrairement au

mois de Décembre où tous les informateurs s'accordent à dire que c'est le mois où la mobilisation de chacun semble être indispensable. Pour Antananarivo et Fianarantsoa, il y a une certaine convergence des opinions des informateurs sur les périodes de surcharge de travail ; elles sont très significatives pour les 4 premiers mois de l'année (Janvier à Avril) et les trois derniers mois de l'année (Octobre à Décembre). Par rapport aux autres faritany, à Antsiranana, le travail semble être bien distribué tout au long de l'année.

Les période de ventes et de rentrée de revenu :

Pour les cinq Faritany (Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga et Toliary), les mois où il y a une vente des produits et de rentrée des revenus importantes sont les mois de Juin et Juillet. La période va jusqu'au mois de Septembre pour Mahajanga. A Antsiranana, ce phénomène n'est observable qu'à partir du mois de Septembre. Les périodes difficiles pour les ménages malgaches, quel que soit le faritany, parce qu'il n'y a pas de ventes significatives et de rentrée de revenus sont les trois premiers mois et les deux derniers mois de l'année.

Les périodes de manque d'argent :

Pour l'ensemble de faritany, il y a une certaine convergence relative des opinions des informateurs sur l'importance du problème de manque d'argent. Quelle que soit la région choisie, les informateurs clefs enquêtés sont presque unanimes à admettre que la seule période où le manque d'argent ne se fasse pas trop sentir est de Mai à Juillet, soit 3/12 de la période de l'année. Cette conclusion concorde avec et étayent les résultats précédents relatifs aux périodes de vente et de rentrées de revenus. Le reste (9/12) de la période de l'année constitue par conséquent une période où le manque d'argent risque de persister.

Les périodes de manque de riz :

Le degré d'importance des périodes de manque de riz varient d'une région à une autre, néanmoins il existe un point commun entre certaines régions : les mois de Janvier et Février et les trois derniers mois de l'année sont des périodes de soudure pour Antananarivo, Fianarantsoa, Mahajanga et Antsiranana en matière de consommation de riz, soit 5/12 de la période de l'année. Il y a une abondance dans ces régions pendant le mois de Mars à Juillet. Le manque de riz sur le marché se fait sentir durant le mois de Mai à Juillet pour Toamasina et Toliary (soit 4/12 de la période de l'année) et pour le reste de l'année, l'insuffisance de l'offre de riz n'est pas tellement alarmante. L'explication pour Toamasina est qu'en cette période la région exporte vers le reste de l'Île l'excédent de production de riz tandis qu'à Toliary l'insuffisance tient aux conditions climatiques et aux caractéristiques du sol.

IV-DISPONIBILITE DES TERRES ET MODE DE CULTURE PRATIQUE

Comme Madagascar est un pays agricole (80 % de la population sont des agriculteurs), il importe d'étudier la disponibilité des terres par nature.

Les disponibilités des terres pour les besoins du fokontany :

Pour chaque fokontany d'enquête, on a demandé la disponibilité de 8 type de terres (terres assignées à la culture, terres pour métayage, terres à vendre, terres à louer, terres cultivées, terres en jachère, forêt et flanc de colline) pour les besoins du fokontany c'est-à-dire disponibles pour les autres agriculteurs qui veulent étendre leur superficie de production en d'autres termes si les autorités procède à une politique de redistribution des terres. 54 % des informateurs clefs ont donné

des réponses favorables à la disponibilité et 46 % ont pensé que les terres actuelles sont quasiment saturées par l'usage de l'homme.

Le mode de culture pratiqué :

A l'exception de la culture mixte qui est relativement dominante dans le mode de culture à Madagascar, le mode de culture sur brûlis n'est pas pratiqué par tous, sauf à Toamasina où la pratique est toujours suivie, la population a tendance à maintenir la pratique de culture alternée et de la culture mixte. Ce constat est un signe encourageant pour l'environnement. Et la pratique de la parcelle en jachère n'est pas forcément suivie par la majorité des agriculteurs malgaches.

V-PRIORITES DE DEVELOPPEMENT

(Sur la base des réponses de 2952 informateurs clefs).

Les actions de développement agricole à entreprendre par faritany:

Antananarivo : quatre grands problèmes handicapent les actions de développement agricole selon la plupart des informateurs ; le vol de culture, la superficie cultivable très restreinte, le niveau bas du prix de vente des produits agricoles et la maladie des plantes.

Fianarantsoa : 87,5 % des enquêtés disent que les premiers problèmes prioritaires à résoudre dans cette région sont la persistance de la maladie de bétail et la faiblesse des prix des produits agricoles sur les marchés. La seconde place des priorités d'actions (80%) revient à la limitation des superficies cultivables, le mauvais état des routes qui empêchent l'écoulement normal des excédents agricoles, le manque de semence pour assurer la continuité du processus de production, l'insuffisance de bœufs pour assurer le labour des rizières et enfin le vol de culture.

Toamasina : Le niveau très faible des prix des produits agricoles et le mauvais état des routes sont les deux grands obstacles à surmonter pour une meilleure action de développement agricole dans ce faritany. (au moins 90% des opinions des enquêtés). A un deuxième degré d'importance figurent les maladies des plantes et des bétails et le manque de charrette pour transporter les produits agricoles

Mahajanga : dans cette région, 75 % informateurs clefs enquêtés classent le problème de mauvais état des routes comme étant une première priorité des actions à entreprendre. La maladie de bétail se trouve au second rang des problèmes à affronter. Le dernier groupe d'obstacles à franchir sont constitués par le vol de bœuf, le niveau bas des prix agricoles et l'éloignement des débouchés.

Toliary : Tous les informateurs enquêtés s'accordent à dire que la lutte acridienne et la maladie de bétail sont les deux premiers problèmes qui préoccupent les autorités et la population de cette région. La maladie des plantes, le faible niveau des prix au marché des produits agricoles et la sécheresse sont donc relégués au second plan des actions de développements à entreprendre.

Antsiranana : Cette région souffre selon 87% des informateurs clefs des effets néfastes de la maladie de bétails et du faible niveau des prix des produits agricoles. Les autres problèmes qui freinent la possibilité de développement agricole de la région sont le manque de sécurité des cultures et des bœufs.

En somme, l'importance de chaque action varie d'une région à une autre cependant trois leçons peuvent être dégagées du commentaire de ces résultats : l'agriculture malgache est

fortement hypothéquée par à la fois la faiblesse des prix des produits agricoles aux producteurs, l'éloignement des marchés et des lieux d'écoulement de la production, la maladie des plantes et de bétails et les vols de cultures et de boeufs. A cela s'ajoute l'impact du mauvais états des routes

Les actions de développement socio-économique prioritaires par faritany:

Dans ce qui suit, une action ou un groupe d'actions sont considérés prioritaires si ils représentent des pourcentages prépondérants des réponses favorables des informateurs clefs dans la région considérée. En principe les actions prioritaires sont fixées en fonction non seulement des desiderata de la population mais aussi en fonction des potentialités économiques existantes et à réaliser.

Antananarivo : L'amélioration de l'entretien des routes, l'amélioration du circuit d'approvisionnement en médicaments, la construction ou l'aménagement des centres de santé et des écoles, telles sont les actions de développement socio-économique qu'il faudra prioriser. Au moins 80% des informateurs enquêtés l'affirment.

Fianarantsoa : Les actions de développement prioritaire à entreprendre (selon 87 % des informateurs) sont l'amélioration du réseau routier et la construction ou l'aménagement des centre de soins et des écoles .

Toamasina : Augmenter le nombre de services médicaux et l'effectif du personnel médical, construire ou aménager des centres de santé et des écoles et améliorer les réseaux de distribution d'eau et les réseaux routiers ; tels sont les différents types d'actions prioritaires indispensables pour assurer un bon développement de cette région. Au moins 80 % des répondants se prononcent en faveur de ces priorités .

Mahajanga : Les actions prioritaires dans cette région sont par ordre d'importance : les investissements d'infrastructure (entretien, extension et construction) en éducation, en santé, en adduction d'eau et en route, sans oublier bien entendu la nécessité de renforcer l'effectif du personnel de ces deux secteurs sociaux.

Toliary : Dans cette région du sud de Madagascar, le problème de l'insuffisance de la distribution d'eau persiste encore et tous les informateurs clefs déclarent à l'unanimité de l'urgence de la prise de décision pour améliorer le réseau. Les actions pour renforcer le personnel enseignant se trouve au second rang. Les investissements (entretien ou construction) en éducation et en santé sont relégués en troisième position et les dernières actions concernent les investissements en infrastructure routière.

Antsiranana : Construire des écoles et une route praticable pendant toute l'année et les actions permettant d'assurer une plus grande disponibilité des fournitures scolaires sont placées au premier rang des actions. Le dernier groupe d'actions est constitué par les investissements en santé, le renforcement de l'effectif du personnel enseignant et les nouvelles installations de réseau de distribution d'eau.

En bref, les actions prioritaires de développement tournent autour de cinq secteurs principaux : la santé, l'éducation , l'électricité, l'eau et la route. Les résultats de l'enquête montrent qu'il existe des actions prioritaires communes pour l'ensemble des faritany de Madagascar : ce sont d'abord les secteurs de la santé et de l'éducation (construction et aménagement des bâtiments, renforcement de l'effectif du personnel, amélioration de la disponibilité des fournitures scolaires et des services médicaux). Ensuite l'amélioration et l'extension des réseaux de distribution d'eau et d'électricité et enfin l'amélioration du réseau routier.